



## Les travailleurs doivent s'opposer à l'offensive patronale

Le 13 septembre, la direction de Ryanair a annoncé son intention de supprimer 170 emplois en Belgique, plus du double qu'annoncé en juillet. C'est sa réponse aux propositions syndicales pour « limiter les pertes d'emplois ». Les « procédures Renault » n'empêchent pas les licenciements, mais cette fois-ci, les patrons de Ryanair tiennent à montrer qu'ils se moquent de la caution syndicale. Pour imposer plus de flexibilité et des baisses de salaires, ils veulent montrer qu'ils sont prêts à passer en force.

De son côté, la direction d'AB Inbev a envoyé des huissiers au domicile des grévistes du site de Seraing, les menaçant d'astreintes de plusieurs milliers d'euros. Les grévistes ont raison de protester contre cette direction « qui fait passer la production avant la sécurité des salariés » face à la contagion du Covid. Mais là encore, les patrons d'une grande multinationale tiennent à faire la démonstration de leur détermination à imposer leurs conditions aux travailleurs.

La Commission européenne, le gouvernement français, le gouvernement allemand, tous les pays capitalistes, ont déjà annoncé des plans de relance à destination des entreprises qui se chiffrent en centaines de milliards. En Belgique, les entreprises bénéficient déjà de dizaines de milliards de cadeaux depuis le début de la crise sanitaire,

comme des reports d'impôts, de la TVA, des crédits à taux très réduits. Et les caisses de la sécurité sociale, alimentées essentiellement par les cotisations des salariés, ont été ouvertes pour permettre aux entreprises de ne pas payer les salaires en mettant leurs employés en chômage « Corona ».

Une pluie de milliards d'argent public tombe sur les entreprises, à commencer sur les plus grosses d'elles. Et les spéculateurs en Bourses ne s'y trompent pas, elles repartent à la hausse.

Des « plans de relance »... pour sauver les profits des patrons et des actionnaires, pas pour sauver les emplois ! Quelle entreprise ne prépare pas son plan de suppression d'emplois, d'aggravation de la flexibilité, ne cherche pas à remplacer les contrats fixes par des contrats précaires ?

La crise sanitaire ne va pas être l'occasion d'une remise en cause plus humaine du capitalisme, au contraire elle va entraîner une aggravation de la guerre sociale menée par les patrons contre les travailleurs. Et les gouvernements accentuent leurs politiques d'austérité.

Les patrons estiment que les gouvernements ne font pas assez d'économies sur les budgets sociaux, les transports, les écoles, la santé... Les actionnaires, les capitalistes, les patrons veulent « plus de marge de manœuvre » budgétaire pour dégager plus de subventions aux entreprises, en écono-

misant sur le dos des travailleurs et du secteur public.

Et les gouvernements obéissent. Le gouvernement flamand a annoncé la suppression de 1 500 emplois dans son administration, parmi le personnel d'entretien et de restauration. Le gouvernement wallon a transféré la charge du financement des zones de secours sur les Provinces, qui voient leurs budgets plonger dans le rouge. La Province de Namur a annoncé la suppression des départements du tourisme, de la culture, de l'aide à la petite enfance. Les administrations communales, en Flandre comme à Kortrijk, et en Wallonie, comme à Charleroi, annoncent également des suppressions d'emplois et la privatisation de pans entiers de leurs services.

Faces à ces attaques généralisées, que proposent les organisations syndicales ? Une journée d'action le 28 septembre pour négocier avec les patrons « une enveloppe bien être » pour la revalorisation des pensions, des indemnités de chômage et de maladie. Bien sûr, ces revenus sont scandaleusement bas ! Mais ils vont s'effondrer davantage si les travailleurs ne s'opposent pas à la saignée de leurs emplois et de leurs salaires ! Et c'est duper les travailleurs que de laisser entendre que l'on peut s'entendre avec le patronat et les actionnaires.



La seule initiative pour poser la nécessité d'une lutte collective vient d'une partie du personnel soignant, qui a organisé le 13 septembre un rassemblement à Bruxelles. Un rassemblement auquel plusieurs milliers de manifestants ont participé, y compris d'autres secteurs, comme des cheminots et des pompiers, néerlandophones et francophones. Ces travailleurs qui prennent en main leur propre mobilisation montrent la voie.

Comme la crise du Covid l'a rappelé, la force des travailleurs tient en ce que toute la société et l'économie reposent sur eux. Pour ne pas faire les frais de la crise et de la rapacité des capitalistes, ils devront faire front tous ensemble, et chaque mobilisation est l'occasion de se poser pratiquement les problèmes de s'adresser aux autres travailleurs. Pour exiger ensemble le partage du travail, et des salaires et pensions correctes, en prenant sur les profits.

## Manifestation de la santé en lutte : une mobilisation réussie et qui continue



Dimanche 13 septembre, entre 4 000 et 7 000 personnes ont manifesté à Bruxelles à l'appel du collectif La Santé en Lutte.

Sous des slogans comme « le capital tue l'hôpital », « vos milliards, nos morts », « pas de profits sur nos

vies ! », « leurs bénéfiques, nos sacrifices », infirmières, sages-femmes, personnel technique des hôpitaux, des travailleuses des maisons de repos, ainsi que des étudiants des métiers de la santé ont répondu à l'appel du collectif pour exprimer leur colère.

En effet, pour les « héros » de la « lutte contre le coronavirus », rien n'a changé : sous-effectif, manque de moyens et heures supplémentaires à la pelle pour un salaire dérisoire constituent la réalité épuisante des travailleurs de la santé. Ils réclament le refinancement du système de la santé, des hôpitaux qui ne fonctionnent pas comme des usines en simples machines à fric, mais qui servent réellement à soigner.

À côté de quelques manifestants plus âgés qui ont vécu des carrières faites d'austérité et de privatisations, il y avait beaucoup de jeunes qui ont découvert l'ineptie du gouvernement et du système qu'il représente lors de la crise sanitaire où ils étaient en première ligne.

Les travailleurs de la santé étaient rejoints par des militants contre la pauvreté et le sans-abrisme, du féminisme, des sans-papiers... Des causes que les initiateurs de la manifestation considèrent à juste titre comme liées : en effet, comment avoir un système de santé qui fonctionne dans une société aussi inégalitaire où tant de personnes n'ont pas d'endroit où se confiner ou alors des logements insalubres ? Où les femmes sont toujours en première ligne quand il s'agit des soins à autrui... sous-payées ou pas payées du tout ? Et où il faut avoir des bons papiers d'identité pour avoir un accès à l'hôpital... autre que pour le nettoyer ?

Et il y avait des groupes de travailleurs d'autres secteurs : des chemi-

nots, des pompiers qui témoignaient exactement des mêmes problèmes, des « travailleurs sociaux en lutte » ou encore des manifestants individuels, conscients qu'à un moment donné, on sera tous de futurs patients des hôpitaux.

Le succès de la manifestation était d'autant plus remarquable que la mobilisation n'était pas l'initiative des principales organisations syndicales. Au contraire. Elle est partie de quelques militants, loin d'avoir tous un mandat syndical, de travailleurs jeunes et moins jeunes qui ne veulent plus accepter de laisser leur santé au travail. Bien avant l'arrivée du coronavirus, ils avaient déjà mené des grèves, notamment à l'hôpital Brugmann en 2019. Avec le souci de surmonter les divisions hiérarchiques entre les différentes catégories de travailleurs de l'hôpital - il n'y a pas que des « blouses blanches » - mais aussi du personnel d'entretien, de brancardage, ..., et de s'organiser démocratiquement « à la base ».

Ils appellent leurs collègues dans les autres hôpitaux à se « déclarer en lutte » sans attendre que les appareils syndicaux veuillent bien se mettre en marche. Ainsi, ces travailleuses et travailleurs ont commencé à prendre les choses en main eux-mêmes pour discuter entre collègues et convaincre autour d'eux. Les initiatives se multiplient, comme à Liège où un groupe de la Santé en Lutte a rendu visite aux grévistes de AB Inbev.

La lutte ne fait que commencer et face au capitalisme en crise, c'est le chemin à prendre pour l'ensemble du monde du travail dans son ensemble.

**Lutte Ouvrière prend le relais de La Voix des Travailleurs parue jusqu'au n° 99 et des lettres Lutte Ouvrière parues pendant le confinement.**

Abonnement : 13 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse



## « On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour les industriels »

Le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, vient d'annoncer un important programme d'armement qui se veut « un bouclier national » face à la Turquie. 18 avions Rafales achetés à la France, 4 nouvelles frégates, des torpilles, des missiles... Et le recrutement de 15 000 militaires!

Il y a 7 ans à peine, les dirigeants européens reprochaient aux gouvernements grecs leurs coûteuses dépenses militaires et imposaient des mesures d'austérité qui ont laminé les pensions, supprimé massivement des emplois dans la santé, l'éducation, l'administration, la culture.

Aujourd'hui, les ministres français applaudissent les dépenses militaires de la Grèce. « Quels succès pour l'industrie aéronautique française ! » se félicite la ministre des Armées, Florence Parly. Mais derrière la soi-disant « souveraineté nationale » de la Grèce, c'est le droit du groupe français Total d'exploiter d'importants gisements gaziers à quelques kilomètres de la Turquie qui se jouera, peut-être avec la peau des jeunes grecs et turcs et peut-être demain, avec celle des jeunes français, belges et allemands.



## « Ne demande pas pour qui sonne le glas, il sonne pour toi »

Non loin des îles disputées entre la Grèce et la Turquie, le plus grand camp de réfugiés d'Europe, le camp de Moria, sur l'île de Lesbos, a été détruit par un incendie. Les 14 000 réfugiés qui vivaient là, dont près de la moitié d'enfants, fuyaient la

guerre en Syrie. Aujourd'hui, ils errent sur les routes de l'île, bloqués par la police et menacés par des groupes d'extrême droite.

L'Europe et les USA sont largement responsables de la guerre en Syrie où ils ont soutenu, financé, armé les groupes rivaux. À présent, les grandes puissances européennes poussent la Grèce contre la Turquie pour le contrôle du gaz de la Méditerranée. Les prochains réfugiés des prochaines guerres, seront peut-être grecs ou turcs, puis nous ou nos enfants. Sauf si les travailleurs s'unissent pour renverser le capitalisme qui provoque les guerres.

## La ruée vers le vaccin

Les vaccins contre le Covid-19 sont encore en phase de test mais les pays riches ont déjà acheté la moitié des futurs vaccins, dénonce Oxfam. Soit 5,3 milliards de doses pour une population de 1 milliard d'habitants. Et tant pis pour les autres !

Les 5 milliards d'humains les plus pauvres risquent de ne pas avoir accès au vaccin en 2021 à cause de cette politique.

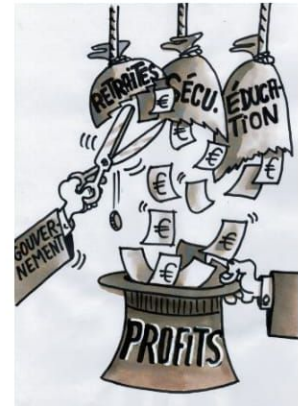
Les experts de l'OMS préconisent une répartition mondiale qui permettrait à chaque pays de vacciner 20 % de sa population en commençant par le personnel soignant et les personnes à risque. Cela permettrait de diminuer le nombre de morts et d'éviter que les structures médicales ne s'effondrent faute de personnel au moment où elles sont le plus indispensables.

Il existe bien un programme de mutualisation internationale appelé « Covax » mais il tient de la mascarade tellement son financement est ridicule par rapport aux milliards dépensés par chacun des pays riches dans la surenchère pour s'accaparer un maximum de doses.

Car ce n'est pas la santé de la population qui guide les chefs d'États, ni même la santé de « leurs concitoyens ». Mais c'est la course au profit : Il faut être le pays dont l'économie redémarre le plus vite pour rafler des

parts de marché au voisin. D'ailleurs les pays Européens, très critiques par rapport au « nationalisme vaccinal » de Trump qui lui sert dans sa campagne électorale, mènent (plus discrètement) exactement la même politique que les États-Unis.

Il est urgent d'en finir avec l'anarchie du capitalisme car c'est le premier obstacle à la lutte contre la pandémie.



## Reconversion de Caterpillar : un trou peut cacher un gouffre

Que sont devenus les dizaines de millions donnés par la Sogepa à Thunderpower, qui devait construire une usine de voiture électrique sur le site de Caterpillar ?

Ceux qui savent, comme le ministre du budget Willy Borsus, ne parlent pas : « c'est le secret des affaires » expliquent-ils. En attendant, le bourgmestre de Charleroi, Paul Magnette, ne se vante plus d'accueillir le concurrent de Tesla à Goselies.

Mais ensemble, ils ont dégoté un nouveau hochet pour promettre le retour des emplois : le site pourrait accueillir un parc d'attraction de Legoland.

Mais attention ! Thunderpower n'était qu'une petite start-up spéculative de Hong-Kong. Derrière Legoland, il y a un ogre bien plus gourmand, le plus important groupe financier au monde, Blackstone. Et pour enrichir ses nombreux actionnaires, il ne se contentera pas de quelques petites « dizaines de millions ».



## Grève chez Wibra

Vendredi 18 septembre, 21 magasins Wibra étaient en grève en Flandre et en Wallonie. Les travailleurs veulent des garanties sur leur avenir. En effet, depuis fin juillet, Wibra est en réorganisation judiciaire à sa propre demande. Un curateur a reçu la mission de chercher un repreneur. La direction de Wibra s'était alors elle-même immédiatement déclarée intéressée par la reprise d'une trentaine de magasins (sur 81) qui seraient intégrés dans une nouvelle société à créer.

Les syndicats craignent que Wibra Belgique demande la faillite pour les magasins non repris. Cela ferait porter les coûts de la restructuration à la sécurité sociale par le biais du Fonds de fermeture des entreprises qui paie les créances du personnel à concurrence de maximum 25 000 euros bruts. Cela priverait les travailleurs licenciés de leur prime de licenciement alors que 40% des 427 salariés de Wibra ont plus de 50 ans et une ancienneté supérieure à 20 ans.

Les 427 travailleurs de Wibra ne savent pas jusqu'à quand ils auront du travail, qui le gardera ou pas et s'ils toucheront une prime de licenciement. Ils ont bien raison de faire grève et de dénoncer les pratiques de Wibra pour restructurer sur leur dos.

## Ras le bol chez BPOST

La semaine du 17 septembre, les postiers de la Région de Charleroi se sont mis en grève. La semaine d'avant c'était dans trois communes bruxelloise et à Liège. Les facteurs dénoncent la charge de travail insupportable et le manque de personnel.

Cette situation qui n'est pas nouvelle est aggravée depuis le coronavirus qui a entraîné une augmentation importante du nombre de colis et de publicités à distribuer. Malgré

cette augmentation de charge les malades ne sont pas remplacés.

Trop de travail pour les uns, pas assez pour les autres, les travailleurs de BPOST ont bien raison de faire grève.

## L'austérité contre les travailleurs des Provinces

La catastrophe de Ghislenghien avait révélé les manquements patents de l'organisation des secours d'incendie et de l'aide médicale urgente. Pour y remédier, une réforme des zones de secours a été décidée en 2007. Il était prévu que le gouvernement fédéral finance 50% des zones de secours, le reste étant à charge des Régions et des pouvoirs locaux.

Mais voilà, les gouvernements fédéraux n'ont jamais payé leur part. En 2019, seuls 62 millions sur les 284 millions nécessaires ont été octroyés par le fédéral, soit seulement 20%. Les 80% restant étaient essentiellement à charge des communes. Mais celles-ci sont financièrement étranglées. Les dépenses des CPAS ont explosé avec les exclusions des chômeurs. Et le gouvernement wallon les laisse se débrouiller seules avec le financement des pensions de leur personnel.

En juillet, devant la situation de quasi-faillite d'une grande partie des communes wallonnes, la Gouvernement wallon a décidé d'obliger les Provinces à prendre progressivement en charge la plus grosse partie du financement des zones de secours. Cette intervention des Provinces doit passer de 10% en 2020 à 60% en 2024.

Le président du conseil provincial du Hainaut, le socialiste Serge Heustache, reconnaît lui-même que cette décision est « une folie ingérable ». En effet, les 60 millions du budget de fonctionnement de la Province seront complètement engloutis par les zones de secours en 2024. Dans le cas de la Province de Namur, les dépenses passeront de 5,5 millions cette année à 23 millions d'euros en 2024, soit environ un cinquième de son budget.

Pour faire face à ces nouvelles dépenses, les Provinces prévoient

d'importantes coupes dans les services, le personnel et les subsides accordés à certaines asbl et hôpitaux publics.

En Province de Namur, cela se traduira dès 2021 par la suppression de toute une série de services utiles à la population en matière de santé, d'environnement et de culture. La Province compte par exemple fermer sa cellule de lutte contre l'illettrisme, son laboratoire d'analyse des polluants intérieurs, un service auquel la population avait accès gratuitement, son centre d'appel pour personnes âgées « Télépronam », l'imprimerie provinciale, l'office des métiers d'art, le centre de documentation en art ainsi que les cellules du sport, de promotion de la santé et de l'environnement.

200 postes de travail sur les 1 000 que comptent la province de Namur, hors personnel enseignant, soit environ un cinquième des emplois provinciaux vont disparaître. Pour cela, elle compte ne pas remplacer les départs à la pension et les malades. Le déplacement de personnels vers d'autres administrations régionales ou communales est aussi envisagé, un ensemble de mesures qui va considérablement aggraver la charge de travail du personnel restant.

Tout cela est proprement révoltant! Les gouvernements fédéraux et régionaux distribuent des milliards aux grosses entreprises mais ils se dérobent lorsqu'il s'agit de financer des services à la population.

Les travailleurs menacés devront défendre leurs emplois sans accorder la moindre confiance aux responsables politiques qui mettent en œuvre ces mesures d'austérité.

**Suivez-nous**

**sur Facebook:**

**Lutte Ouvrière Belgique**

**E-Mail:** [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be)

**Tel:** 0479-44.81.52

**Internet:** [www.lutte-ouvriere.be](http://www.lutte-ouvriere.be)

**Partagez nos publications !**